



DEPARTEMENT
DES PYRENEES-ORIENTALES

Commune de Montalba le Château
04.68.84.77.88

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES

(C.C.T.P.)

MAIRIE DE MONTALBA-LE-CHÂTEAU

Maître d'ouvrage :

11 cami d'Ille 66130 Montalba-le-Château

Marché :

n°2026-01

**TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE LA CANALISATION D'ADDUCTION
D'EAU POTABLE ET MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME
DE RADIO-COMMUNICATION**

CHAPITRE 1 – INDICATIONS GÉNÉRALES ET DESCRIPTION DES OUVRAGES

ARTICLE 1 – Objet des travaux

Les travaux consistent au remplacement de la canalisation d'adduction d'eau potable (lot 1) et à la mise en place d'un système de radio-communication (lot 2).

Lot 1 : remplacement de la canalisation d'adduction d'eau potable entre le château d'eau et la station de pompage du Roumenga (source et forage) sur une longueur totale d'environ 1525 ml (voir plans joints) le long du chemin du Roumenga, rue des remparts et chemin de Ronde. L'ancienne canalisation qui traverse des terrains privés doit rester raccordée. Mise en place d'une canalisation en PEHD électro soudé Ø110 et pièces de raccordement ainsi qu'une gaine TPC 75 rouge pour réseau électrique.

Lot 2 : mise en place d'un système de radio-communication entre la station de pompage et le château d'eau afin d'alerter lorsque le niveau d'eau est trop bas. Pose notamment d'un câble de communication entre la station de pompage et le château d'eau, d'un automate de télé gestion P400XI, d'un boîtier ligne pilote, paramétrage des postes de télétransmission et automatisme du système de pompage, pose d'une sonde de mesure au niveau du forage y compris raccordement et paramétrage sur le P400.

Le présent cahier des clauses techniques particulières désigné ci-après par le sigle C.C.T.P. fixe , dans le cadre du fascicule n° 71 du cahier des clauses techniques générales désigné ci-après par le sigle C.C.T.G., les conditions techniques particulières d'exécution des travaux de fourniture et pose de conduites d'eau, robinetterie, fontainerie, nécessaires à la réalisation de travaux de renforcement, de renouvellement et d'extension des réseaux d'eau potable.

Les travaux sont définis sur la page de garde du présent C.C.T.P.. ils sont exécutés pour le compte de **LA MAIRIE DE MONTALBA-LE-CHÂTEAU**

ARTICLE 2 – Consistance des travaux

l'entreprise comprend l'ensemble des prestations, fournitures et travaux mentionnés à l'article 2 du fascicule n° 71 du C.C.T.G..

ARTICLE 3 - Description des ouvrages

Les ouvrages à réaliser sont définis avec précision par les divers documents figurant dans le dossier de consultation comme pièces annexées au C.C.T.P., notamment dans le bordereau des prix unitaires et forfaitaires.

L'opération comprend l'ensemble des fournitures et prestations nécessaires à la bonne exécution et au

bon fonctionnement des ouvrages. Ces travaux s'entendent toutes sujétions comprises.

ARTICLE 4 – Terrains mis à la disposition de l'entrepreneur

Ils seront définis lors des réunions de préparation des différents chantiers.

ARTICLE 5 – Renseignement sur la nature des sols pour l'ouverture des tranchées

Par dérogation à l'article 36.1 du fascicule 71, l'entreprise se chargera de déterminer la nature des sols et sous-sols. Elle réalisera, si nécessaire, une étude géotechnique. Cette étude ne fera pas l'objet d'une rémunération particulière. La protection mettre en œuvre pour les conduites sera déterminée par l'entreprise en fonction de cette étude. L'influence de la nature des sols, sur les travaux eux même, sera également prise en compte par l'entreprise.

ARTICLE 6 – Sujétions particulières

6.1 – Conditions de service :

- *Origine et nature de l'eau :*

Il s'agit d'un réseau de transport, de distribution d'eau.

L'eau répond aux critères de potabilité en vigueur.

6.2 – Gestion du réseau, interruption de services :

L'interruption de service pour le raccordement des nouvelles conduites ne pourra excéder une demi-journée, sauf demande différente de l'exploitant du réseau. Toute perturbation du service de distribution devant être précédée de la diffusion d'un avis aux riverains concernés, le service gestionnaire, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre doivent être prévenus à temps pour permettre la diffusion de l'information aux abonnés.

ARTICLE 7 – livraisons et transports

L'emplacement mis à disposition de l'entrepreneur pour le stockage des produits sera précisé lors des réunions préparatoires des chantiers.

CHAPITRE 2 – PROVENANCE ET QUALITÉS DES MATÉRIAUX ET FOURNITURES

Les candidats indiqueront dans la fiche de provenance des matériaux du mémoire justificatif, tout renseignement utile concernant les caractéristiques des matériaux qu'ils envisagent de mettre en œuvre, ainsi que la provenance de ceux-ci : marque ou fournisseur par exemple pour les canalisations, carrière ou centrale pour un agrégat ou un enrobé, etc., ...

Ils joindront tout document opportun relatif à la description du matériau, à sa normalisation, etc.,

ARTICLE 8 – Conformité aux normes

Il sera fait obligation de se référer aux normes pour les marchés des collectivités locales.

L'attestation de conformité à la norme et aux prescriptions complémentaires de qualité est fournie par l'utilisation de la marque NF ou d'une autre marque équivalente ; en tout état de cause, il appartient au candidat d'apporter au maître d'ouvrage la preuve de la conformité de ses produits aux exigences spécifiées.

Dans le cadre de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres Etats membres de l'Espace économique européens si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cadre de référence à des marques de qualité française (marque NF ou autre), le titulaire du marché pourra proposer à la personne publique des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres états membres de l'Espace économique européens, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités par des organismes signataires des accords dits « E.A » ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011. le titulaire du marché devra alors apporter à la personne publique les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindrissent en aucune manière le fait que **la norme française ou la marque de qualité française constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits**, y compris si la personne publique accepte de faire jouer la clause d'équivalence.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée à la personne publique avec tous les documents justificatifs rédigés en français, au moins un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

En particulier, tout produit livré sur le chantier, et pour lequel la clause serait invoquée sans respecter le délai précité, est réputé avoir été livré en contradiction avec les clauses du marché et doit donc être immédiatement retiré, sans préjudice des frais directs ou indirects de retard ou d'arrêt du chantier.

La personne publique dispose d'un délai de 10 jour calendaire pour accepter ou refuser le produit proposé.

ARTICLE 9 – Qualité des matériaux entrant dans la construction des ouvrages annexes

Les granulats utilisés pour la confection des bétons ne doivent pas contenir d'impuretés pouvant nuire aux propriétés du béton, ou altérer les armatures ; Les granulats susceptibles de provoquer une alcali réaction devront être écartés.

Dans le cas de béton prêt à l'emploi, il devra provenir d'une centrale agréée et devra être conforme à la norme XP P18-305 pour une classe d'environnement 2a

ARTICLE 10 – Nature et qualité des matériaux de remblaiement

10.1 – Principes généraux

Les matériaux utilisables pour le remblayage des tranchées (non compris la reconstitution du corps de chaussées) sont classés par référence à la « classification des matériaux utilisables en remblais » définis par la norme NF P 11-300.

Les matériaux pour remblais seront prescrits par les arrêtés d'autorisation d'occupation du domaine public pour les voiries départementales et nationales et par le maître d'œuvre pour les voiries communales.

10.2 – Matériaux utilisables pour lit de pose et enrobage des tuyaux

A l'exception des cas suivants, l'enrobage sera réalisé en sable.

Dans le cas de fortes pentes, ou en zone de présence de nappe, l'enrobage sera réalisé en gravier, afin d'obtenir un coefficient de frottement suffisant autour de la canalisation.

10.3 – Matériaux utilisables pour le remblayage des tranchées.

10.3.1 – Matériaux proscrits

En aucun cas, les matériaux suivants ne sont utilisés en remblais :

Δ Les matériaux susceptibles de provoquer des tassements ultérieurs irréguliers tels que tourbe, vase,

silts, argiles ou ordures ménagères non incinérées

Δ Les matériaux compressibles

Δ Les matériaux contenant les composants ou substances susceptibles d'être dissous ou lessivés ou d'endommager les réseaux ou d'altérer la qualité des ressources en eau

Δ Les matériaux évolutifs

Δ Les matériaux gelés et gélifs

Δ Les matériaux susceptibles d'endommager les canalisations.

10.3.2 – Matériaux recommandés

Les matériaux extraits des tranchées peuvent être réutilisés en remblai après autorisation du maître d'œuvre et en accord avec le gestionnaire du domaine public ou privé, s'ils permettent d'obtenir l'objectif de densification souhaité, notamment sous chaussées à faible trafic, sous trottoirs et accotement, sous espaces verts.

Les matériaux d'apport destinés au remblayage des tranchées devront satisfaire les conditions suivantes :

Δ Sable : naturel ou d'arène granitique ou sable de concassage : 0/4

Δ Gravillons : propreté, 4/6

Δ Graves non traitées GNTA ou GNTB :

Δ Béton de tranchée : auto compactage et réexcavable

ARTICLE 11 – Nature et qualité des matériaux de réfection de chaussées et trottoirs

- Protection mécanique (grave béton) sur une longueur d'environ 1510 ml, enrobé à chaud 0/6 sur tranchée d'une épaisseur de 5 cm (255m)

ARTICLE 12 – Spécification des tuyaux, pièces spéciales et appareils

pour tous matériaux, les documents suivant devront être joints à la proposition de l'Entreprise (dans son mémoire justificatif) :

- Certificat de conformité à la marque NF ou équivalente pour les produits qui en relèvent
- Avis technique ou agrément technique européen le cas échéant
- Attestation de performance des assemblages (cf. article 9 du fascicule 71)
- Attestation de résistance à la corrosivité des sols traversés, dispositions envisagées (article 8 § 5 du fascicule 71)
- Attestation de conformité sanitaire visée à l'arrêté du 29 mai 1997 (article 8 § 6 du fascicule 71)

Les tuyaux, raccords, accessoires, pièces spéciales et appareils doivent résister à une dépression statique de 80 kPa en dessous de la pression atmosphérique.

Les raccords, accessoires, pièces spéciales et appareils sont ISO PN 16 minimum (à PN 25 selon les cas), et ce quelque soit le PN du tuyau.

– Conduites en PEHD

les tubes en PEHD seront conformes à la norme NF T 54-063. Ils seront titulaires de la marque NF 114 ou équivalent, et appartiennent au groupe 2.

Les canalisations seront auto butées.

Elles sont :

- soit à emboîtement et verrouillage automatique
- soit à assemblage par raccords électrosoudables

Les éventuelles pièces de raccord seront constituées exclusivement d'éléments en polyéthylène.
La robinetterie et les pièces de raccord seront en laiton.

Le raccordement des canalisations avec des éléments en fonte à bride (ex : robinet-vanne) devra être effectué uniquement à l'aide de pièces à bride en PEHD, de type anti-fluage.

Pose des canalisations en PEHD soudées ou électrosoudées

1- Vérifications préalables

Au moment de leur mise en place, tous les tubes seront examinés à l'intérieur et soigneusement débarrassés de tous les corps étrangers qui auraient pu y être introduits ; leurs abouts seront soigneusement nettoyés, les tubes blessés ou entaillés doivent être écartés ; l'entrepreneur aura l'entière responsabilité de ces vérifications.

2- Pose proprement dite

L'entrepreneur précisera au maître d'œuvre les modes de conditionnement retenus avant chaque chantier (barres, couronnes ou tourets).

La pose de la canalisation en fond de fouille sera réalisée en effectuant de larges ondulations pour tenir compte d'une éventuelle contraction thermique ultérieure.

La pose des tubes en couronne doit s'effectuer par déroulement des couronnes plutôt que par tirage du tube, de façon à éviter le vrillage.

La pose des tubes en couronne ou touret devra être réalisée en douceur à l'aide de galets de déroulement afin d'éviter les frottements avec le bord de la tranchée.

3- Electrosoudage

3.1 – Qualité du personnel devant intervenir sur chantier

L'entreprise attributaire du marché devra fournir au maître d'œuvre, avant le début des travaux, toutes justifications prouvant que l'équipe devant intervenir sur le chantier :

- Soit à déjà effectué des travaux de pose de canalisations en PEHD
- Soit à suivi un stage pratique « technique de pose des conduites en PEHD » auprès d'un établissement habilité d'agrément.

3.2 – Prescriptions techniques générales

Les raccordements des canalisations PEHD se feront par électrofusion, manchon électrosoudable

Les raccordements entre les canalisations en acier et pehd seront impérativement de type Manchon de raccordement large plage autobloqué verrouillé type « WAGA »

Les opérations d'électrosoudage devront être effectuées dans les conditions minimales suivantes :

- température ambiante comprise entre -10°C et $+45^{\circ}\text{C}$.
- électrosoudage exécuté à l'abri des intempéries.
- Constituants électrosoudables non en contact avec l'eau pendant les opérations de soudage

3.3 – Appareillage pour soudage

Deux types de postes à souder pourront être utilisés :

- Poste à souder pour manchon électrosoudable
- Poste à souder bout à bout pour soudure au miroir

Le poste à souder devra être capable de délivrer une énergie adaptée aux opérations à effectuer.

La soudure par manchon devra être effectuée, de façon automatique, par lecture d'un code-barres contenant

les informations nécessaires à la réalisation de la soudure.

Le poste à souder pour manchon électrosoudable devra être équipé d'une mémoire intégrée permettant d'imprimer les rapports de soudure.

Le poste à souder pour soudure au miroir devra être équipé :

- de mâchoires destinées au maintien en position des éléments à assembler (positionneur)
- d'une pompe hydraulique ou pneumatique permettant le déplacement des mâchoires

3.4 – Traçabilité

Les rapports de soudure de chantier, à fournir au maître d'œuvre en un exemplaire, devront préciser au minimum :

- Les coordonnées du chantier
- La date et l'heure de l'opération de soudure
- Le numéro de la soudure
- Le nom de l'opérateur
- La marque, le type et le diamètre du manchon utilisé
- Les paramètres techniques lors de l'opération (température extérieure, tension, temps de soudage moyen et corrigé).

Les numéros des soudures effectuées feront l'objet d'un récolement et seront reportés soit sur les plans de récolement généraux, soit pour éviter toute surcharge sur un plan distinct.

3.5 – Mode opératoire

3.5.1 – Prescriptions générales

Chaque assemblage de tube et/ou raccords devra être effectué en respectant les règles minimales suivantes :

- Les coupes exécutées perpendiculairement à l'axe du tube devront obligatoirement être réalisées avec un outil adapté (guillotine, plasticoupeur, coupe tube à lame rotative ou à molette) ; l'utilisation de scie à main est interdite.
- Les copeaux résultant des opérations de dressage des extrémités des tubes ou de grattage des surfaces à souder seront éliminés avant tout assemblage.
- Le dégraissage des surfaces à souder (tubes et/ou manchons) devra être effectué à l'aide d'un chiffon propre, non recyclé, non pelucheux, imbibé de solvant dégraissant approprié (trichloroéthane ou alcool isopropylique).

3.5.2 – Electrosoudure par manchon

La soudure des tubes par manchon électrosoudable devra être effectuée en respectant les règles particulières suivantes :

- Les chanfreins intérieurs et extérieurs seront limités à un ébavurage (maximum 1 x 1 mm).
- Le grattage qui a pour but d'éliminer la surface oxydée du tube qui nuit à l'électrosoudage, sera réalisée de manière uniforme à l'aide d'un outil approprié permettant d'effectuer le grattage sur une profondeur de l'ordre de 0.3 à 0.4 mm (grattoir plat ou circulaire). L'utilisation de papier abrasif, râpe ou lime est interdite.
- Le traçage des profondeurs d'emboîture sera effectué avant assemblage afin de contrôler le bon positionnement des constituants.
- Le redressage et le positionnement des tubes devront être effectués par un positionneur approprié, qui restera en place jusqu'au complet refroidissement de l'assemblage.

3.5.3 – Electrosoudage bout à bout par soudure au miroir

La soudure au miroir devra être effectuée en respectant les règles particulières suivantes :

- Dressage des extrémités des tubes à assembler, après mise en place sur les mâchoires, avec un outil adapté (rabot).

3.6 – Branchements

Les canalisations de branchement seront en PEHD 16 bars anticontaminant.

3.7 – Joints spéciaux

Des joints diélectriques seront fournis et posés en regard à chaque jonction fonte/acier.

3.8 - Décharges et vidanges :

Vidange de 40 : tuyau en PEHD, série 16 bars, diamètre extérieur 50 mm

Vidange de 60 : tuyau en PEHD, série 16 bars, diamètre extérieur 75 mm

Vidange de 100 : tuyau en PEHD, série 16 bars, diamètre extérieur 110 mm

ARTICLE 13 – Perçage des brides

Le perçage des brides est défini par les DN et PN. Il sera PN 16 mini.

Pour les brides, la bague de joints sera à armature métallique.

ARTICLE 14 – Appareils de robinetterie et accessoires

Ils seront titulaires de la marque NF 197 ou équivalente. Ils seront PN 16 minimum. Leur revêtement intérieur et extérieur sera en époxy.

– Pour canalisation en P.E.H.D :

Type de robinets-vannes ; vannes à opercule caoutchouc NF E 29-323 et 29-324

Extrémités :

- 1- soit à brides avec utilisation de colliers brides et manchons électrosoudables pour le raccordement à la canalisation
- 2- soit avec embouts en PEHD sertis sur la vanne pour le raccordement à la canalisation à l'aide de manchons électrosoudables.

Les robinets vannes ne seront pas munis de bouchon de purge.

Selon la pression de service dans le réseau, il peut être nécessaire de prévoir des by-pass pour les diamètres inférieurs.

14.1 – Equipements des robinets-vannes :

Les équipements pour les robinets-vannes à commande manuelle sont les suivants :

- Tiges de manœuvre ou volant de manœuvre pour les robinets-vannes de 0 à 300 mm inclus ;
- Volant de manœuvre pour les robinets-vannes papillon (installé en regard).

. 14.2. – Branchements

Les canalisations de branchement seront en PEHD 16 bars

. Les colliers de prise pour branchement sont :

- En PEHD sur conduite PEHD et sont assemblés par manchons électrosoudables

14.3 Boulonnerie

Les boulons utilisés pour l'assemblage des pièces à bride seront en inox (robinets-vannes, coudes, tés, ...).
Le serrage des boulons et écrous devra impérativement respecter les données du fabricant.

L'utilisation de la clé dynamométrique est obligatoire pour avoir le bon degré de serrage.

ARTICLE 15 – Dispositif de comptage

Les compteurs sont déjà existants

ARTICLE 16 – Appareils de lutte contre l'incendie et de fontainerie

Ils sont titulaires de la marque NF 197 ou équivalent

Ils sont PN 16 minimum

16.1 – raccordement poteau Poteaux d'incendie existant

Sans Objet

16.2 – Bornes fontaines

Sans Objet.

16.3 – Bouches d'arrosage ou de levage

Sans Objet

ARTICLE 17 – Appareils d'équipement et de protection hydraulique des conduites

17.1 – Ventouses et purgeurs

Les ventouses seront installées aux points hauts du réseau. Leur implantation précise sera en accord avec la régie communale d'eau potable. Elles seront munies d'un robinet d'arrêt ou, à défaut, montées sur vannes et installées en regard. Elles seront éprouvées à la même pression que les canalisations.

Les ventouses dites « multifonctions », à grand débit d'air, devront permettre de réaliser automatiquement les trois opérations suivantes :

- Evacuation de l'air pendant le remplissage des canalisations
- Rentrée de l'air pendant la vidange
- Purge de l'air chaque fois qu'une poche d'air tend à se créer.

Elles auront un diamètre nominal minimum de :

- 60 mm pour les canalisations de diamètre inférieur ou égal à 250 mm.

17.2 – vidange

Les dispositifs de vidange équiperont les points bas et les extrémités des canalisations. Les eaux de vidange seront évacuées vers un caniveau, un fossé.

Ils comprendront :

- un té à 2 emboîtements, une tubulure à bride et si nécessaire un coude 1/8 à brides,
- un robinet vanne à opercule répondant aux prescriptions de l'article 14-1-1 du présent C.C.T.P. sous tabernacle et équipé de bouche à clé, le diamètre nominal du robinet-vanne sera de :
 - 40 mm pour une canalisation de diamètre 40 à 150
- une bride à emboîtement (BE)
- une canalisation finale de même diamètre que le robinet-vanne, de longueur variable (20 mm maximum)

équipée d'une tête de bouche à clé avec couronne de protection en béton ou se dirigeant vers un puit perdu de 5 mètres cubes de ballaste ou à défaut vers le réseaux d'eau pluviales (vallon)

17.3 – Appareils de régulation hydraulique

les appareils destinés à la régulation hydraulique sur conduites assurent les fonctions suivantes :

- Réduction de pression
- Stabilisation de la pression amont-aval
- Régulation du débit

Les mécanismes et les ajustages des tubulures sont conçues de façon que les appareils n'engendrent pas par leur fonctionnement de coup de bélier.

- Montage hydraulique des appareils :

- En amont : un robinet-vanne et une boîte à boue, et un joint de démontage
- En aval : une ventouse pour tout appareil de fonctionnant en réducteur de pression et débitant sur une conduite à pente ascendante et un robinet-vanne.
- Deux manomètres seront fournis avec l'appareil
- Un by-pass de l'ensemble de la chambre de régulation

L'ensemble sera installé dans un regard avec tampon type K2C ou K3C dans tous les cas elle seront d'une taille suffisante pour effectuer les opérations de maintenance ou de remplacement aisément.

ARTICLE 18 – Dispositifs de protection complémentaires des canalisations

18.1 – Protection cathodique ou anticorrosion

Une protection particulière devra être prévue lorsque les sols rencontrés présenteront une résistivité inférieure ou égale à $2\,500\ \Omega \times \text{cm}$. (DN < 300 mm)

Une protection particulière devra être prévue lorsque les sols rencontrés présenteront une résistivité inférieure ou égale à $500\ \Omega \times \text{cm}$. (DN < 300 mm)

La fourniture et la pose des protections seront réalisées par l'entreprise.

18.2 – Dispositions particulières et essais complémentaires.

Sans objet

ARTICLES 19 - Regards et dispositifs de fermeture des regards

Les regards pour stabilisateurs et compteurs sont fermés par une dalle en béton armé de 10 cm d'épaisseur munie de tampons articulés en fonte ductile pour y accéder. Ils sont de classe D400. Leur ouverture aura une section minimale de 600mm.

Les regards visitables nécessaires à l'entretien et au démontage des divers appareils sont exécutés en maçonnerie, béton armé ou en éléments préfabriqués.

Sous zone circulée, ils sont de classe D400 : trafic moyen, sous trottoir, sous zone non circulée, ils de classe C250.

19.1 – Regards en béton armé

Ils sont étanches dans la masse (classe A selon terminologie du fascicule 74).

Ceux-ci sont constitués d'un radier (avec puisard non fermé), d'un voile, d'une dalle de couverture en béton armé dosé à 350 kg. Un joint d'étanchéité sera posé entre le radier et le voile. Ils sont équipés d'échelons scellés, d'une crosse amovible, en inox.

Il est précisé que les pré-dalles ne sont pas admises en couvertures.

Les dimensions du regard sont suffisantes pour permettre de sortir les pièces situées dans le regard et d'en assurer la maintenance.

19.2 – Regards en maçonnerie

Ceux-ci constitués d'un radier (avec puisard non fermé), en béton armé dosé à 350 kg, de parois en agglos, d'une dalle de couverture en béton armé de même caractéristiques que ci-dessus. Ils sont équipés comme ci-dessus.

Les dimensions du regard sont suffisantes pour permettre de sortir les pièces situées dans le regard et d'en assurer la maintenance.

19.3 – Regards préfabriqués

ils sont de classe D selon terminologie du fascicule 74

Ils sont étanches. Ils sont équipés comme ci-dessus

19.4 – Regards pour ventouses, robinets-vannes

Les barreaux de descente ne doivent pas être installés.

Les regards pour les ventouses seront en éléments préfabriqués, de diamètre suffisant et seront fermés par un cadre. ces deux pièces sont en fonte ductile, conformes à la norme NF EN 124 et sont titulaires de la marque NF 110 ou équivalent. Les tampons sont articulés.

ARTICLE 20 – Bornes et plaques de repérage

Les bornes de repérage du tracé des canalisations et des emplacements des appareils de fontainerie ont les caractéristiques suivantes :

Les bornes et repérages du tracé des canalisations seront en béton armé ou en matière plastique en forme de tronc de pyramide de 0.20m à la base, de 0.15 au sommet. Hauteur hors sol : 0.30m – hauteur au-dessous du sol : minimum de 0.40m – face supérieure inclinée avec l'inscription « eau » en creux ou en relief.

ARTICLE 21 - Appareillage d'équipement et de protection des ouvrages, réservoirs

- Les clapets de retenue sont mentionnés à l'article 17 du présent C.C.T.P.
- Les robinets de puisage sont de 12mm, série extra-forte, bec lisse, compris raccordement au tuyau d'alimentation, placé sous coffre, et doivent être posés aux emplacements mentionnés sur les plans de détail.

ARTICLE 22 – Matériaux pour la transmission de données

Sans objet

ARTICLE 23 – Matériaux et fournitures d'un type non courant et nouveau

Sans objet

CHAPITRE III – PRESTATIONS PRÉALABLES AUX TRAVAUX

ARTICLE 24 – Conditions d'accessibilité au chantier

24.1 – Travaux en domaine public

L'entrepreneur doit, en temps utile, se mettre d'accord avec les services intéressés (administrations et services publics) pour tous les problèmes touchant leur domaine : circulation, ouverture de tranchée, dépôts, échelonnements de travaux. Il avise les services gestionnaires du commencement des travaux par lettre recommandée à l'aide d'un imprimé de « déclaration d'intention de commencer les travaux » appropriés (décret n° 91-1147 du 14 octobre 1991). Copie de la liste des services concernés sera adressée au maître d'ouvrage.

L'entreprise sollicitera les autorisations liées à l'occupation du domaine public départemental auprès des autorités compétentes et fournira copie des autorisations au maître d'ouvrage

24.2 – Travaux en propriété privée

Sans objet

24.2.1 – Cas particuliers des terrains de culture

Sans objet

24.2.2 – Cas particuliers des terrains boisés

Sans objet

24.3 – Accès des riverains

A la fin de chaque journée l'entrepreneur devra rétablir un accès provisoire permettant à chaque particulier de rentrer chez lui. Ces accès seront équipés des protections réglementaires.

ARTICLE 25 – Signalisation et circulation, coordination avec d'autres travaux

L'entrepreneur assurera la signalisation liée au chantier et aux mesures éventuellement mises en place pour la circulation (déviation, alternat par feu, ...) en se conformant à la réglementation en vigueur (notamment l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974 sur la signalisation routière – Livre I – 8^{ème} partie) et aux directives du service gestionnaire de la voirie (direction départementale de l'équipement, antenne technique du conseil général ou services techniques municipaux).

Les contraintes de circulation liées au chantier devront être définies et présentées en fonction du planning des travaux afin de les limiter et d'en informer les usagers du chemin.

ARTICLE 26 – Conditions d'acceptation des produits sur le chantier

Le maître d'œuvre vérifie le marquage des produits par sondage. En cas de défaut de marquage, le produit est réputé avoir été livré en désaccord avec les clauses du marché et le lot entier doit donc être immédiatement retiré, sans préjudice des frais directs ou indirects de retard ou d'arrêt de chantier.

ARTICLE 27 – Conditions de manutention et de stockage des produits

Les manutentions de charges sont effectuées conformément aux règles de sécurité en vigueur et avec des dispositifs assurant une protection efficace des produits pour conserve dans leur état d'origine leur géométrie, leurs extrémités et leur revêtement.

L'entrepreneur se conforme aux prescriptions du fabricant.

Les canalisations et les éléments préfabriqués sont stockés sur des sols propres et nivelés. L'entrepreneur veille à la protection thermique des matériaux plastiques.

Les accessoires (joints, pièces de raccord, ...) sont stockés dans leur emballage d'origine et sous abri.

CHAPITRE IV – MODALITÉS D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

ARTICLE 28 – Organisation du chantier

L'entrepreneur soumet obligatoirement au maître d'œuvre les propositions de modification du projet jugées utiles ou nécessaires.

28.1 – Reconnaissance du chantier – Piquetage et tracé des canalisations – Dossier d'exécution

Les travaux seront rattachés en altimétrie au nivellement général de la France (N.G.F.). Le piquetage sera effectué suivant les axes des tranchées.

L'entrepreneur constituera à ses frais le piquetage et le repérage en plaçant lui-même tous les piquets nécessaires à l'implantation complète des ouvrages. Il sera tenu de veiller à la conservation de tous les piquets et repères et de les remplacer au besoin. Il appartient à l'entrepreneur de réaliser les levés de terrains définitifs.

Pendant la période de préparation, l'entrepreneur proposera au maître d'œuvre, pour approbation, le dossier d'exécution, comprenant les pièces suivantes :

- plans d'exécution des ouvrages, y compris les branchements (après réception des réponses obtenues au DICT)
- repérage des appareils de fontainerie et points spéciaux,
- schémas de pose et caractéristiques des appareils pour toutes les pièces spéciales, le cas échéant,
- Etude géotechnique éventuelle réalisée par l'entrepreneur et caractéristique des matériaux de remblai.

L'entrepreneur devra proposer, en temps utile, toutes adjonctions qu'il y aurait lieu d'apporter à ces pièces techniques pendant la durée des travaux.

L'entrepreneur est responsable des erreurs de piquetage et de nivellement et de leurs conséquences qui proviendraient de son fait et dans tous les cas s'il n'a pas réalisé le plan d'exécution.

Par ailleurs, l'entrepreneur procédera à tous les sondages de reconnaissance dont il aurait besoin pour l'exécution des travaux, leur prix est compris dans le forfait pour installation de chantier.

28.2 – Programme d'exécution des travaux

Le programme d'exécution des travaux sera fourni au maître d'œuvre, pour validation, par l'entrepreneur pendant la période de préparation prévue au marché. Il comportera le programme d'exécution des approvisionnements et des travaux cadrant avec le délai d'exécution et tenant compte de la nécessité de maintenir la circulation. Ce planning devra être affiché dans les bureaux de chantier de l'entreprise. Le programme détaillé des travaux sera adressé, sous forme de planning, semaine par semaine, précisant pour chaque semaine les opérations à exécuter.

L'entrepreneur devra proposer, en temps utile, toutes adjonctions qu'il y aurait lieu d'apporter à ce programme pendant la durée des travaux (remise à jour périodique).

28-3 - Journal de chantier

L'entrepreneur est tenu d'ouvrir, dès le démarrage du chantier, un journal de chantier sur lequel seront consignés tous les renseignements concernant le marché du chantier, en particulier :

- l'état d'avancement des travaux
- la nature et la cause des arrêts de chantier
- toutes les prescriptions imposées par les administrations et le maître d'œuvre

Ce journal sera en permanence à la disposition du maître d'œuvre et pourra être visé au moins une fois par semaine par celui-ci ou son représentant qui y fera mentionner toutes les informations utiles. Une copie de chaque feuillet sera remise au maître d'œuvre.

28.4 – Direction des travaux

L'entrepreneur sera tenu de maintenir en permanence sur le chantier, pendant l'exécution des travaux, un agent compétent dans les techniques de toute nature employée pour l'exécution du présent marché et chargé de la représenter pour :

- recevoir notification des ordres de service et des instructions écrites ou verbales du maître d'œuvre et en assurer l'exécution
- accepter les attachements en quantités

Le maître d'œuvre se réserve le droit de récuser tous les agents de l'entrepreneur employés sur le chantier dont la qualification serait reconnue insuffisante, étant précisé que l'exercice de ce droit ne pourra en aucun cas ouvrir droit à indemnité pour l'entrepreneur ou les agents recusés.

28.5 - Règles de sécurité et d'hygiène

Les prescriptions du décret 65-48 du 08 janvier 1965 devront être obligatoirement respectées, ainsi que la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 modifiant les dispositions du code du travail et portant transposition de la directive du Conseil des communautés européennes n°92-57 du 24 juin 1992 et le décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 relative à l'intégration de la sécurité et de l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil ou de travaux publics.

Le maître d'œuvre arrête immédiatement les travaux si les règles de sécurité ne sont pas respectées. L'interruption du chantier ne donne lieu à aucune indemnité. La poursuite du chantier est subordonnée à une autorisation de reprise des travaux délivrée par l'inspecteur du travail conformément aux dispositions prévues dans l'arrêté du 29 juin 1992.

28.6 – Elimination des venues d'eaux

L'écoulement des eaux dans les fossés, caniveaux et ouvrages existants est maintenu en permanence.

L'entrepreneur est responsable, en cas de venues d'eaux, des inondations qui pourraient porter préjudice aux riverains (cave, sous-sols, ...).

Les eaux de toutes natures, sur le chantier (eaux pluviales, eaux d'infiltration, sources, fuites de canalisations, nappe phréatique, etc , ...) sont évacuées par les moyens d'épuisement nécessaires.

Les modalités d'élimination des venues d'eau sont arrêtées en cours de travaux au vu des problèmes rencontrés : les dispositions envisagées sont soumises par l'entrepreneur au maître d'œuvre.

ARTICLE 29 – EXÉCUTION DES TRANCHÉES

29.1 - Généralités

L'entrepreneur informe le maître d'œuvre, dans un délai de 6 heures, de la réalisation des opérations suivantes : toute interruption ou reprise de chantier, ouvertures de tranchées, blindages, purges en fond de fouille, extraction de roches, dommage au réseau d'un autre concessionnaire.

L'entrepreneur exécutera tous les travaux auxquels donneront lieu l'ouverture et le maintien des tranchées, notamment s'il y a lieu et quelle que soit la nature du terrain rencontré, il fera tous les blindages nécessaires, même jointifs.

L'entrepreneur sera responsable de tous les dommages causés ou pouvant résulter d'éboulements dans la tranchée. La largeur sera déterminée par l'entrepreneur, tout en étant la plus réduite. Cette largeur sera telle qu'il soit aisé de descendre dans la tranchée et d'y placer les tuyaux. Pour faciliter la confection des joints, on pratiquera, si cela est nécessaire, des niches dans la paroi de la tranchée. Le fond de fouille sera approfondi de façon que le tuyau porte sur toute sa longueur et non sur les bagues.

Dans le cas des fouilles dans le rocher ou en terrain très meuble, l'entrepreneur devra mettre dans le fond de la tranchée, avant d'y poser les tuyaux, un lit de sable ou de gravier calibré de 0.10m d'épaisseur parfaitement réglé. Dans le cas particulier des terrains très meubles, le maître d'œuvre pourra imposer la pose d'un géotextile en fond de fouille avec remontée jusqu'à l'axe médian de la canalisation.

L'exécution mécanique des tranchées pourra être localement interdite, là où le maître d'œuvre l'estimera dangereuse pour les canalisations et ouvrages voisins existants, sans que l'entrepreneur puisse prétendre à indemnité.

Les tranchées ne peuvent être réalisées à la trancheuse, sauf autorisation expresse du maître d'œuvre.

29.2 – Dépôt provisoire des déblais

Les déblais provenant des tranchées seront provisoirement déposés le long de celles-ci ou à proximité si le maître d'œuvre l'exige en raison des nécessités de la circulation ou de leur réemploi.

Les produits provenant de la démolition de fondations des chaussées, trottoirs, bordures et caniveaux seront évacués en décharge dès leur extraction, s'ils sont reconnus impropres à être utilisés pour le remblai par le maître d'œuvre. Les excédents de terrassement seront également évacués en décharge.

Les matériaux non réemployés seront transportés et déposés, par l'entrepreneur, sur un terrain communal dans un rayon de 2 km du chantier. Ces matériaux seront nivelés et talutés par l'entrepreneur selon l'avis du maître d'œuvre.

29.3 – Mise en œuvre de la tranchée, blindage, exécution des déblais et remblais

a) Profondeur :

Les tranchées seront de profondeur suffisante, découplant des profils en long et des croisements nécessaires d'ouvrages, en conservant une hauteur minimale de couverture de 0.80 mètre.

b) Blindage :

Il est rappelé que les travaux devront être exécutés selon les normes de sécurité en vigueur.

En cas de profondeur supérieure de 1.30 mètres, afin d'éviter les affaissements de terre et d'assurer la protection des travailleurs, l'entrepreneur devra systématiquement avoir recours au blindage, en application des dispositions de l'article 66 du décret n° 65-48 du 8 janvier 1965.

Toutefois, pour les terrassements en pleine nature, ne nécessitant pas de rupture de chaussée, dans les cas où la nature du terrain le permet et tant que la profondeur reste inférieure à 1.60m, l'utilisation de blindage pourra être remplacée par une ouverture de tranchée avec confection de talutage : la largeur d'ouverture étant bien supérieure aux 2/3 de la profondeur de la tranchée.

Les simples étrépillons et étais ne seront pas considérés comme blindages.

Sauf stipulation contraire, les blindages sont retirés progressivement par couche de remblai avant compactage.

c) Longueur et largeur de tranchée :

La longueur maximale de tranchées soustraites à la circulation (non remblayé, en cours de remblaiement ou sans réfection provisoire de chaussée ou trottoir) est fixée par le Maître d'oeuvre au vu des contraintes de circulation.

d) Utilisation des déblais :

Les déblais ne pourront être utilisés en remblaiement dans la hauteur de tranchée comprise entre le lit d'enrobage et la couche de réfection de chaussée qu'après accord du maître d'œuvre.

Dans ce cas, le dépôt même provisoire des déblais n'est pas autorisé sur la chaussée, sauf dérogation accordée par le maître d'œuvre.

Les terres en excédent et les terres impropres au remblaiement doivent être transportées par l'entrepreneur aux lieux de décharge qui lui seront indiqués, ou à défaut à un emplacement qu'il lui appartiendra de se procurer.

e) Fond de fouille

Sauf cas particulier, le fond de fouille est réglé avec une pente longitudinale minimale d'au moins 2 pour mille, ce qui permet une montée de l'air dans les points hauts.

Un lit de pose en matériau d'apport sera systématiquement exécuté.

29.4 – Rencontre de canalisations, câbles et autres ouvrages souterrains

L'entrepreneur prendra toutes les dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne soit causé aux canalisations ou conduites de toutes sortes rencontrées pendant l'exécution des travaux.

Il est précisé, notamment qu'il prendra toutes les mesures nécessaires pour le soutien de ces canalisations ou conduites, étant entendu qu'en aucun cas les dispositifs adoptés pour réaliser ce soutien ne prendront appui sur les étrépillons des étalements ou blindages des fouilles.

L'entrepreneur ne sera pas admis à présenter des réclamations de quelque nature que se soit, du fait que le tracé ou l'emplacement imposé pour les ouvrages l'obligerait à prendre ces mesures de soutien de canalisations ou de conduites sur quelques longueurs qu'elles puissent s'étendre.

Il appartient à l'entrepreneur de transmettre avant tout commencement d'exécution des travaux les Déclarations d'Intention de Commencement des Travaux (DICT) à tous les concessionnaires des réseaux existants à proximité.

En cas de dommage à un ouvrage, il appartient à l'entreprise d'en informer sans délai l'exploitant du réseau et d'en rendre compte au maître d'ouvrage.

ARTICLE 30 – POSE DES TUYAUX ET DES APPAREILLAGES

En cas de bardage, les tuyaux seront disposés le long de la fouille, du côté opposé aux déblais.

Les joints entre brides devront être de type armé à « insert » métallique lorsque la pression de service est supérieure à 16 bars.

les robinets-vannes en tranchées prévus sont à placer de la façon définie ci-après :

- Les robinets-vannes « à opercule » sous bouche à clé, avec couronne en béton s'ils sont sur un accotement.
- Les robinets-vannes « papillons » dans un ouvrage maçonné avec tampon de visite en fonte.

La jonction entre robinet-vanne et conduite devra comporter un dispositif de démontage permettant l'enlèvement et le remplacement éventuel du robinet-vanne sans nécessiter le déplacement de la canalisation ou la démolition du massif de maçonnerie.

ARTICLE 31 – CONDITIONS SPÉCIALES DE POSE DE TUYAUX

31.1 – Le projet comprend la dépose des canalisations existantes :

sans objet/ néant pour ce projet.

31.2 – Le projet prévoit la pose de canalisations dans ou à proximité de chaussées de routes départementales

Les franchissements ou emprunts d'ouvrages divers désignés ci-après : à préciser si nécessaire pour chaque chantier ont les caractéristiques suivantes : forage sous voie :

La mise en place des tuyaux se fera selon les prescriptions du service concerné, figurant dans la permission de voirie accordée au maître de l'ouvrage : Traversées par forage horizontal sous voirie avec passage d'un fourreau acier soudé : en tranchée longitudinale, en accotement.

31.3 – Le projet prévoit la pose du réseau en terrain plat

Il convient dans ce cas de créer des points hauts et des points bas équipés de ventouses et vidanges, de manière à respecter une pente longitudinale du réseau de 4‰ minimum afin d'éviter l'accumulation d'air.

Secteur concerné : à préciser si nécessaire pour chaque chantier.

ARTICLE 32- COMPOSITION DES BÉTONS ET MORTIERS – MISE EN ŒUVRE

32.1 – Bétons pour tous les ouvrages structuraux

Tous les bétons seront élaborés dans une installation de fabrication de béton prêt à l'emploi et sont de marque NF-BPE.

L'entrepreneur commande ces bétons par référence à la norme NF EN 206-1, en spécifiant les valeurs requises dans le tableau de désignation des bétons.

32.2 – Bétons pour ouvrages annexes non structuraux (*les bétons pour butée rentrent dans cette catégorie*)

Les ciments utilisés pour la confection des mortiers et bétons doivent être conformes à la norme NF P 15-301.

Ces bétons et mortiers doivent être conformes à la norme XP-P 18-305.

Dans le cas contraire, ils correspondront aux caractéristiques suivantes :

Désignation	Ciment dosé à	Sable	Gravier	Emploi
Mortier n°1	400kg	(*)	(*)	Enduits et chapes ordinaires
Mortier n°2	500kg			Joints de pavage, bordures, canalisations, enduits étanches, rejointoiement de maçonnerie
Béton n°1	250 kg			Béton pour massifs, béton de propreté
Béton n°2	300kg			Ouvrage en béton non armé, tête de buse
Béton n°4	350kg			Béton à prise rapide, travaux à marée

(*) étude de composition de béton à déterminer

La résistance caractéristique des bétons à la compression en Mpa (Mégapascal) devra être égale à :

Résistance caractéristique des bétons à la compression en Mpa	Béton n° 1	Béton n° 2	Béton n° 3
- Résistance à 7 jours	12	13	20
- Résistance à 28 jours	20	25	30

32.3 – Epreuves et contrôles

Pour les épreuves d'étude, s'il y a lieu, et pour les épreuves de convenance, le nombre d'éprouvettes constitutives d'échantillons sera de 3.

Les valeurs des affaissements au cône d'Abrams du béton frais seront définies en fonction de la température extérieure.

32.4- Coffrages

Les radiers et les parois intérieures seront traitées comme parement fins.

32.5 – Mise en œuvre des bétons

L'entrepreneur est tenu de soumettre au maître d'œuvre, avant tout commencement d'exécution, le programme de bétonnage tenant compte des dimensions des ouvrages, les dispositions prévues pour la vibration, la protection par temps froid ou chaud ...

Il est interdit de réaliser un coulage ou de fabriquer un mortier de béton si la température est inférieure à 5°C.

32.6 – Massifs de butée et d'ancrage

Les coudes, changements de direction, pièces à tubulures, bouts d'extrémités, tubulures en attente et tous appareils intercalés sur les conduites et soumis à des efforts tendant à séparer les tuyaux des appareils (déboîtement) ou à déformer les canalisations seront contrebutés par des massifs susceptibles de résister à ces efforts.

Les massifs de butées de formes et dimensions appropriées seront exécutés en maçonnerie de béton. Leur calcul sera effectué par l'entrepreneur et soumis à l'approbation du maître d'œuvre. Dans le cas de butées réalisées en plein champ, le massif devra être arasé à 0.80m sous le niveau du sol.

En variante, l'entreprise pourra proposer de remplacer les butées béton par la mise en place de canalisations en fonte verrouillées en justifiant la longueur de canalisation qu'elle prévoit de verrouiller.

Pour le calcul des butées et ancrages, l'entrepreneur prendra en compte comme taux de travail du terrain la valeur limite de 2 bars/cm².

ARTICLE 33 – REMBLAIEMENT DE TRANCHÉES

33.1 – Vérification des revêtements des conduites

Tous les tuyaux, raccords et appareils seront soigneusement vérifiés et protégés préalablement au remblaiement des tranchées (article 65 du fascicule 71)

Tous les tuyaux, raccords, pièces diverses et appareils de toute nature, le revêtement extérieur devra être intact ou rétabli dans son intégralité primitive. Toutes les parties extérieures des assemblages telles que brides, boulons, écrous, colliers de prise ainsi que les appareils divers de robinetterie et fontainerie, seront protégées contre la corrosion par un badigeon au brai de houille effectués à chaud ou de toute autre manière propre à protéger efficacement le métal.

33.2 – Réalisation du lit de pose et de l'enrobage

Sauf dérogation spéciale, l'entrepreneur devra, après exécution de la fouille, mettre en place un lit de pose constitué des granulats précisés à l'article 10 du présent C.C.T.P.

L'épaisseur minimum du lit de pose sera de 10 cm et l'enrobage sera au minimum de 20 cm au-dessus de la génératrice supérieure de la canalisation. Un compactage soigné sera effectué de part et d'autre de la canalisation, à la main au-dessus de la génératrice supérieure du tuyau, et sur les côtés par une méthode adaptée à la largeur de la tranchée, à la nature de la canalisation et à l'encombrement du site. Toutes précautions seront prises pour ne pas détériorer la canalisation.

33.3 – Dispositif avertisseur

Pour identifier les réseaux lors de futures ouvertures de fouilles, un dispositif avertisseur de largeur et de couleur conformes à la norme NF T 54-080 est mis en place dans la tranchée en cours de remblayage, au minimum 20 cm au-dessus de la génératrice supérieure.

Code eau : couleur bleue

Code électricité : couleur rouge

33.4 – Exécution du remblai proprement dit

33.4.1 – Conditions de remblaiement et objectif de densification exigé

Le remblayage des tranchées est exécuté par le titulaire et à ses frais conformément aux prescriptions énoncées dans le guide technique de remblayage des tranchées édité par le SETRA en mai 1994 et dans les conditions définies dans les coupes de tranchées en annexe au C.C.T.P., de manière à obtenir les objectifs de densification visés dans la norme NF P 98-331 , article 6.2.

La mise en œuvre des matériaux en partie supérieure du remblai sera conforme à la norme NF P 98-331.

Les terres en excédent et les terres impropres au remblaiement doivent être transportées à la décharge.

33.4.2 – Qualité de mise en œuvre

En cas d'affouillements latéraux accidentels, une nouvelle découpe est nécessaire pour assurer le compactage des matériaux sous jacents.

Les contrôles visuels suivants, influant sur la qualité du compactage tel que défini dans le guide technique

de remblayage des tranchées édité par le SETRA, doivent être effectués en cours de chantier :

- épaisseur de mise en œuvre des différentes couches de matériaux
- séparation des matériaux nécessitant des compactages différents
- emploi de matériel de compactage adapté
- respect du nombre de passes du matériel de compactage sur chacune des couches

Dans le cas présent le projet comporte la mise en œuvre des matériaux suivants : à préciser si nécessaire pour chaque chantier.

ARTICLE 34 – RÉFECTION PROVISOIRE ET DÉFINITIVE DES CHAUSSEES

Les réfections définitives des chaussées, trottoirs et accotements doivent permettre d'obtenir une réfection identique à ce qu'était la couche de surface, sous couvert des prescriptions techniques du service gestionnaire de voirie.

Par dérogation à l'article 68 du fascicule 71, l'entrepreneur est responsable et a la charge de l'entretien de la voirie et de la signalisation pendant toute la durée des travaux et

- Dans le cas d'une réfection de chaussée en deux temps (réfection provisoire puis définitive) : jusqu' à exécution de revêtements définitifs, qui interviendra au maximum un an après la première phase,
- Dans le cas d'une réfection définitive réalisée immédiatement : jusqu'à achèvement du délai de garantie.

Dans le cas présent, le projet comporte la mise en œuvre de revêtement suivant :

- Revêtement en enrobé
- Revêtement en béton
- Terrain Naturel

Toute réfection provisoire de chaussée devra permettre la circulation des véhicules légers ainsi que les engins agricoles.

ARTICLE 35 – ÉPREUVES ET ESSAIS

35.1 – Essais de compactage

Des essais de compactage pourront être effectués en fin de chantier (tranchées complètement remblayées), avant les réfections définitives.

Les essais de contrôle de compactage sont réalisés au pénétromètre dynamique à énergie constante conformément à la norme NF P 94-063 par un organisme indépendant. Les essais seront effectués aux frais de Maître d'Ouvrage.

Le nombre d'essais au pénétromètre et leurs emplacements seront fixés par le maître d'œuvre en accord avec les services gestionnaires de la voirie. Il est de la responsabilité de l'entreprise d'indiquer précisément la position de la canalisation ; il est de la responsabilité de l'organisme indépendant de ne pas perforer le tuyau.

35.2 – Essais de pression

L'entrepreneur doit procéder, en présence du maître d'œuvre ou de l'exploitant dûment mandaté, et avant la mise en service définitive, à des essais de mise en pression dans les conditions générales du réseau. Les éléments de réseaux testés sont :

- les canalisations principales
- les colliers de prise en charge
- les canalisations de branchement.

Les prescriptions suivantes seront, en particulier, respectées :

- Les canalisations seront éprouvées au fur et à mesure de l'avancement des travaux après remblayage des tranchées.
- Les tronçons d'essais (portion de réseau et leurs longueurs maximales) qui doivent être éprouvés sont fixés comme suit :
 - o Conduite principale : essais tous les 1000 m,
 - o Extensions : essais à l'extrémité de l'antenne

Le maître d'œuvre se réserve le droit d'exiger, s'il l'estime nécessaire, des longueurs d'essai inférieures.

- L'entrepreneur prendra toutes les mesures nécessaires en vue de s'opposer à tout emboîtement conformément à l'article 63.1 du fascicule 71.
- La fourniture et le transport de l'eau respectent les dispositions de l'article 63.2 du fascicule 71.
- La mise en eau et la mise en pression seront conformes aux articles 63.3 et 63.4 du fascicule 71.

Pression d'épreuve :

Les pressions d'épreuve sont fixées par le maître d'œuvre : elles peuvent atteindre la pression nominale pour laquelle le réseau est construit.

La pression d'épreuve des conduites de **distribution en refoulement** sera égale à la pression de service du réseau multiplié par 1.5 avec un minimum de 12 bars.

La pression d'épreuve des conduites de **distribution gravitaire** sera égale à :

- la pression de service majorée de 5 bars (lorsque la pression de service est ≥ 10 bars)
- la pression de service multipliée par 1.5 (lorsque la pression de service est < 10 bars), avec un minimum de 12 bars.

La pression d'épreuve sera appliquée pendant tout le temps nécessaire à la vérification des tuyaux et des joints, sans que la durée de l'épreuve puisse être inférieure à 90 minutes, ni la diminution de pression supérieure à 0.1 bar.

ARTICLE 36 – NETTOYAGE ET DÉSINFECTION DES CONDUITES

La procédure à appliquer par l'entreprise est la suivante, sous contrôle de l'Exploitant du réseau :

- lavage de la conduite au moyen de chasses d'eau ou autres procédés adéquats,
- désinfection et rinçage des conduites
- prélèvement d'eau pour l'analyse par un laboratoire (agréé par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage) chargé de la surveillance des eaux. Les analyses porteront sur les paramètres bactériologiques (coliformes), la turbidité et le résiduel de chlore.

Par dérogation à l'article suscité, il est précisé que l'ensemble des opérations de fourniture d'eau, nettoyage, désinfection, prélèvement et analyse des conduites sont à la charge financière de l'entrepreneur. L'exploitant doit s'assurer de l'efficacité des opérations de nettoyage et de désinfection (article 38 du décret 2001-1220 du 20 décembre 2001).

Dans le cas où le résultat des analyses serait défavorable, l'opération est renouvelée aux frais et à la charge de l'entrepreneur.

ARTICLE 37 – RACCORDEMENT AUX OUVRAGES EXISTANTS

Le raccordement aux ouvrages existants des nouveaux ouvrages objet du marché est réalisé par l'entreprise sous le contrôle et avec le concours de l'exploitant pour le repérage et la manœuvre des vannes, à l'exception des cas concernés par le paragraphe suivant.

Quel que soit le cas, l'exploitant et les abonnées seront avertis de la date prévue pour le raccordement 5 jours ouvrables à l'avance. Les délais nécessaires aux prélèvements aux fins d'analyses et à l'obtention des résultats ne font pas obstacle au respect de ce délai.

Le raccordement ne peut se faire qu'après des résultats d'analyse conformes.

ARTICLE 38 – DOSSIER DE RECOLEMENT

Il est précisé que la présentation et la consistance des dossiers de récolement devra être la suivante :

38.1 – Plan général du réseau

Le plan général devra faire apparaître distinctement les travaux du marché en complément du réseau existant. Toutes les planches devront être délimitées sur plan et repérées.

Le cartouche devra comporter systématiquement les renseignements suivants :

- ⇒ le nom de la collectivité maître d'ouvrage,
- ⇒ le nom de l'entreprise ayant réalisé les travaux et ses coordonnées
- ⇒ la date d'exécution du plan.
- ⇒ L'orientation (flèche nord)

38.2 – Plan de détail du réseau

Les plans du réseau seront établis à une échelle supérieure à l'échelle cadastrale suivant la même répartition en planches que pour les plans de projet ; ils donneront la meilleure image possible de la position du réseau, de toutes les pièces de fontaineries et ouvrages divers.

Le cartouche comportera systématiquement les renseignements suivants :

- ⇒ le nom de la collectivité maître d'ouvrage,
- ⇒ le nom de l'entreprise ayant réalisé les travaux et ses coordonnées
- ⇒ le nom des communes couvertes par la planche,
- ⇒ le numéro de référence de cette planche, en rappel de celui porté sur le plan général
- ⇒ la date d'exécution du plan ;

Ces plans de détail devront faire apparaître :

- les caractéristiques des tuyaux et des pièces : sections intérieures et extérieures, nature et classe de matériau, types de joints, cotes TN et fil d'eau des points singuliers (sur- et sous- profondeurs, ventouses, vannes, vidanges, appareils de régulation hydraulique, ...)
- les regards et ouvrages annexes avec cotes des fils d'eau, cote des tampons en système IGN, cotes de réglage pour les appareils hydrauliques, indication de la marque, du modèle et du type
- le repérage des ouvrages et points particuliers par triangulation par rapport à des ouvrages apparents ou des points caractéristiques disponibles sur le terrain (talus, limites cadastrales de parcelles, bornes, ...)
- les renseignements pour les traversées spéciales,
- les branchements avec leurs caractéristiques,
- la position des ouvrages existants au voisinage du tracé
-

Les symboles utilisés seront conformes à la norme NF P 02 001 et l'ensemble du plan sera automatiquement géoréférencé (système lambert 93 – CC48)

Par dérogation à l'article 72 du fascicule 71, dans le cas où les plans de détail du réseau sont fournis à une échelle supérieure ou égale à 1/500 (par exemple 1/200 ou 1/250), les informations susmentionnées seront portées sur les plans de détail.

38.3 – Carnet des branchements particuliers

il comprend le schéma de repérage de chaque branchement et son numéro, les caractéristiques du branchement, ainsi que tous les renseignements non susceptibles de figurer sur le plan général.

Par dérogation à l'article 72 du fascicule 71, le carnet de branchements pourra être remplacé par un report des informations susmentionnées sur les plans de détail, si ces derniers sont fournis à une échelle supérieure ou égale à 1/500^{ème}.

38.4 – Notices techniques

Les dossiers ainsi constitués seront complétés par les notices techniques d'appareillages hydrauliques et/ou électrotechnique.

38.5 – Délai et forme de la remise des dossiers

les dossiers de récolement seront remis dans le délai de 3 semaines après l'achèvement des travaux, et au plus tard lorsque l'entrepreneur demande la réception des travaux.

Ces documents sont transmis au maître d'œuvre en un exemplaire pour avis, puis après validation, en trois (3) tirages papier de chaque pièce, pliés au format A4, et un exemplaire reproductible du document **(informatique au format Pdf et.dwg)**.

- 1- désignation exacte du tronçon de canalisation éprouvé (par exemple, dénomination des voies empruntées), repérage des extrémités du tronçon
- 2- durée de l'essai, pression d'épreuve, résultats obtenus,
- 3- éventuellement, croquis indiquant , suivant l'ordre de pose, le nombre de tuyaux de raccords ou pièces spéciales et d'appareils rentrant dans la constitution du tronçon.

Il ne doit pas être procédé par l'entrepreneur à un essai de mise en pression générale du réseau, conformément à l'article 63 du fascicule n°71.